

Les généralistes enseignants s'impatientent

Le climat semblait s'être adouci ces dernières semaines. La filière universitaire de médecine générale venait de connaître ses dix premières titularisations de professeurs, de nouvelles nominations d'enseignants associés, l'ouverture de quelques postes de chefs de clinique... La loi Hôpital, patients, santé et territoires (HPST) adoptée en juillet avait ouvert des perspectives à la discipline. Le gouvernement avait donné des gages aux généralistes enseignants. La loi Bachelot prévoyait la nomination « *chaque année pendant quatre ans de 20 professeurs, de 30 maîtres de conférence et de 50 chefs de clinique des universités* ». Mais le compte n'y est pas. Le Syndicat national des enseignants de médecine générale (SNEMG) le déplore. « *Les actes ne sont pas suivis d'actes à la hauteur des enjeux liés à la démographie et la désertification médicale* », commente le syndicat, qui vient de demander aux ministres de la Santé et de l'Enseignement supérieur de passer des intentions aux moyens. « *La priorité est-elle réellement dans la mise en place de la filière universitaire de médecine générale ? Où est le respect de l'esprit et de la lettre de la loi HPST ?* » Le SNEMG a multiplié les requêtes ces derniers jours. « *Il n'est peut-être pas possible d'appliquer la loi au sens strict mais il est possible de s'approcher de ses objectifs*, indique le Dr Sébastien Leruste, président du SNEMG. *Il faut une action de terrain nationale* ». Pour permettre le développement des stages de médecine générale pendant le 2^e cycle, le syndicat réclame la reconnaissance d'un statut enseignant universitaire pour les maîtres de stage, la revalorisation des indemnités pédagogiques pour tous les enseignants cliniciens ambulatoires (ECA) ainsi qu'une « *formation pédagogique de qualité et indemnisée* ». Le syndicat souligne l'urgence de « *revaloriser la fonction d'ECA* » pour permettre aux maîtres de stage d'accueillir et de former les étudiants dans les bassins de vie. Et ainsi apporter une réponse au dépeuplement des médecins généralistes dans les campagnes. Le Dr Leruste en appelle à la volonté politique des ministères concernés mais aussi des doyens de médecine. Le combat des généralistes enseignants continue.

> CH.G.

Le Quotidien du Médecin du : 09/02/2010